

ATTENDU QUE l'article 6 de cette entente-cadre prévoit qu'une ou des ententes particulières soient négociées en ce qui concerne le domaine des transports;

ATTENDU QUE la gestion du chemin Qospem incombe au ministre des Transports conformément au décret numéro 292-93 du 3 mars 1993 et ses mises à jour subséquentes;

ATTENDU QUE le chemin Qospem présente des déficiences au niveau du drainage et de la surface de roulement;

ATTENDU QUE la ministre des Transports a l'intention de faire réaliser des travaux pour corriger ces déficiences;

ATTENDU QUE le Listuguj Mi'gmaq Government a demandé la maîtrise d'œuvre de la préparation et de la réalisation des travaux;

ATTENDU QUE certains travaux s'effectuent sur le territoire de la Municipalité de Pointe-à-la-Croix et que cette dernière a consenti, par résolution, à ce que la préparation et la réalisation des travaux soient sous la responsabilité du Listuguj Mi'gmaq Government;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., c. M-28), le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme, conformément aux intérêts et aux droits du Québec pour faciliter l'exécution de cette loi;

ATTENDU QU'une telle entente constitue une entente en matière d'affaires autochtones visée à l'article 3.48 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi, toute entente visée à l'article 3.48 doit, pour être valide, être approuvée par le gouvernement et être signée par le ministre responsable des Affaires autochtones;

ATTENDU QUE cette entente constitue également une entente intergouvernementale canadienne visée à l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Transports, du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques et du ministre responsable des Affaires autochtones:

QUE l'entente portant sur la réfection du chemin Qospem situé à l'intérieur des limites de la réserve de Listuguj et du territoire de la Municipalité de Pointe-à-la-Croix, dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée;

QUE la ministre des Transports soit autorisée à signer cette entente conjointement avec le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques et le ministre responsable des Affaires autochtones.

Le greffier du Conseil exécutif,

GÉRARD BIBEAU

53513

Gouvernement du Québec

Décret 317-2010, 31 mars 2010

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains biens pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 175, également désignée boulevard Talbot, située sur le territoire de la Ville de Saguenay (D 2010 68005)

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE, pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que le ministre délégué aux Transports soit autorisé à acquérir par expropriation les biens requis à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Transports :

QU'il soit autorisé à acquérir par expropriation certains biens pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

— la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 175, également désignée boulevard Talbot, située sur le territoire de la Ville de Saguenay, dans la circonscription électorale de Dubuc, selon le plan PC-6806-154-07-1940 (projet n^o 154-07-1940) des archives du ministère des Transports.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

53514